

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 18 NOVEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) Il s'enfoncé
- 2) Le résultat n'est pas là
- 3) Valls fait semblant d'être cool...
- 4) Indemnités enfin soumises à l'impôt
- 5) Ce qu'il faut retenir...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Après la candidature Macron, Hollande perd un peu plus pied



François Hollande, Manuel Valls et Emmanuel Macron lorsque ce dernier était encore ministre. © Reuters

L'Élysée minimise l'événement, Matignon joue sur le manque d'expérience de l'ancien ministre, tout comme les autres candidats, le PS est « embêté », les députés sont dépités.

Le « maître des horloges » a une montre cassée. François Hollande, réputé très bon tacticien, est encore un peu plus affaibli mercredi, après la candidature de son ancien secrétaire général adjoint à l'Élysée, Emmanuel Macron. Même si personne ne sait ce que produira cette annonce, c'est tout son gouvernement, Manuel Valls, le PS et même ses adversaires à la primaire qui semblent fragilisés dans le sillage du président.

À l'Élysée, bien entendu, on ne fait officiellement « aucun commentaire ». « C'est la fin d'un vrai faux suspense », répète l'entourage du président. Mais dans les couloirs, l'ambiance est plus que morose. Après l'effet dévastateur du livre publié par les deux journalistes du Monde, certaines scènes de solitude absolue du chef de l'État, ou l'offensive de plus en plus évidente du premier ministre Manuel Valls, c'est une nouvelle cause de déprime pour les partisans de François Hollande. Certains proches du chef de l'État, engagés depuis de nombreuses années à ses côtés, refusent de s'exprimer, lassés, dépités, voire en colère. « Certains sont tellement essorés que des digues ont sauté. Ils deviennent complètement fous », explique l'un d'eux. Un témoignage confirmé par une autre source au Palais : « La pression rend certains conseillers dingues. »

D'autres tentent encore d'échafauder toutes les hypothèses. C'est leur jeu favori depuis des mois pour croire encore à la victoire possible de leur champion lors de la présidentielle de mai 2017. Jusqu'au bout, ils croyaient au sens tactique de François Hollande : ils juraient que Macron ne quitterait pas le gouvernement, puis qu'il ne serait jamais candidat. Ces derniers jours, ils s'étaient persuadés que l'échappée belle de l'ancien conseiller, devenu ministre par la volonté du président, s'arrêterait net quand ce dernier se présenterait début décembre.

« Quoi qu'on pense de François Hollande, il sait gérer le temps », disait récemment un de ses fidèles, le maire de Dijon François Rebsamen. Mercredi encore, certains « hollandais » juraient que Macron allait se retirer, et sceller un accord in extremis avec le chef de l'État, au moins pour les législatives où les projections des experts du PS donnent entre 41 et 105 sièges à la gauche l'an prochain.

Le président lui-même semble s'être totalement trompé. Dans Un président ne devrait pas dire ça... de Gérard Davet et Fabrice Lhomme (Stock, 2016), François Hollande dit ainsi de son ex-protégé, en juin 2015 : « Emmanuel Macron, c'est moi. » Il salue sa ligne politique, malgré quelques saillies qu'il juge exagérées, et son audace supposée. Il croit surtout pouvoir le contrôler : « La politique, c'est toujours un risque. Il faut laisser les personnalités nouvelles s'épanouir, la politique, ce n'est pas un éteignoir [...]. Moi, j'ai toujours voulu que la politique soit une transmission. Deuxièmement, il est bon d'avoir, surtout quand on n'est pas haut dans l'opinion, des personnalités qui puissent élargir notre assise. » Une autre fois, il dit : « Le plus dur, ce sont les gens qui vous trahissent. Vous pensez qu'ils vont être là, mais ils ne sont pas là. C'est le plus dur. La trahison. »

La « trahison » d'Emmanuel Macron, qui a notamment dénoncé mercredi la « vacuité de notre système politique », en dit évidemment long sur la faiblesse de François Hollande, et, plus largement, celle du pouvoir. Personne ne sait évidemment si le chouchou de certains éditorialistes sera autre chose qu'une bulle médiatique et sondagière. Mais, en l'état, elle menace aussi, plus ou moins directement, tous les challengers du président de la République, dans un paysage atomisé qui semble totalement déconnecté des préoccupations des Français.

L'espace politique de Manuel Valls, qui s'agite en coulisses pour se présenter à la place de François Hollande, s'est considérablement réduit : sur la même ligne économique, il divise bien davantage les socialistes que son ancien ministre sur les questions de société.

Philippe Doucet, proche du premier ministre, fait tout de même mine de s'interroger : « Quel est son espace politique ? L'électeur de droite va bien évidemment préférer l'original en votant Alain Juppé. » Se plaçant dans l'hypothèse d'un renoncement de François Hollande, le député du Val-d'Oise juge que Macron sera finalement «

pris en étau entre Valls et le candidat de la droite ».

Toujours du côté des vallsistes, Malek Boutih, député de l'Essonne, commente sans commenter : « Ce qui m'intéresse, c'est le débat à gauche. Ce qui est important, c'est le cadre du débat à gauche », lance-t-il aux journalistes à l'Assemblée. « Emmanuel Macron est un produit inventé par François Hollande. Il l'a ensuite trahi », rappelle de son côté Luc Carvounas, sénateur du Val-de-Marne. Manière de déconnecter l'événement Macron de son favori pour la primaire en le recollant à un Hollande que tous les soutiens de Valls jugent d'ores et déjà carbonisé.

Réagissant lui-même, le premier ministre a critiqué Macron, dressant en creux le portrait de ce qu'il compte incarner. « L'exercice du pouvoir, c'est une éthique de responsabilité, c'est savoir tenir bon, c'est avoir le sens de l'intérêt général, le sens du collectif, refuser les aventures individuelles, c'est savoir résister à toutes les pressions, au fatalisme et surtout à ceux qui vous disent que rien n'est possible, que c'est difficile, que ça ne se fait pas ou encore qu'on ne peut rien faire de plus », a lancé Manuel Valls lors d'un déplacement à l'université de Cergy-Pontoise. Évoquant la charge de président de la République, Valls a ajouté que « pour porter cette responsabilité, il faut une éducation à la conduite du pouvoir, à la responsabilité, un sens de l'État, il faut de l'expérience, une expérience qui a été éprouvée par le temps, il faut de la force et non pas de la légèreté ».

Pour Arnaud Montebourg, engagé dans la primaire du PS et de ses satellites, la situation n'est guère plus favorable tant Macron sature l'espace médiatique de ses appels au renouvellement et à la rupture, même s'il s'agit d'une rupture aux contours bien flous, et qui ne vise à aucun moment à remettre en cause l'ordre libéral. Mais l'ancien ministre et ex-député veut croire que son successeur à Bercy ne sera qu'un météorite.

Invité mercredi matin des Quatre Vérités sur France 2, Montebourg a ainsi déclaré qu'il « ignore qui est Emmanuel Macron et quelles sont ses orientations, lui-même se définit ni de droite, ni de gauche, pour moi, il est un peu comme monsieur X ». « C'est le candidat des médias puisqu'il en est à sa 75e une de magazine sans avoir fait une seule proposition. Il reste à démontrer qu'il a des propositions pour

transformer le pays. » « Macron, ce n'est pas un problème, on ne sait pas s'il est de droite ou de gauche, et où il va atterrir, dit un proche de Montebourg. Notre sujet, c'est Mélenchon, point. »

Proche de Montebourg, le député Laurent Baumel va dans le même sens : « J'ai l'impression que c'est plutôt Macron qui représente le système, et que sa candidature, précisément, va empêcher des hommes de changer ce système. » Tout juste rallié à l'ancien ministre de l'économie, Yann Galut, député du Cher, attaque : « Macron prend le risque qu'il n'y ait pas la gauche au second tour », quand Catherine Lemorton, autre députée proche de Montebourg, ironise : « Les start-up, ça fait bien, mais le gars qui galère dans une cité, cela ne lui parle pas du tout. »

« La roue de l'histoire »

« Moi aussi je suis pour la France qui reprend confiance en elle, la France qui réussit, qui innove, ça c'est du "blabla" », a de son côté lancé Benoît Hamon, autre candidat à la primaire socialiste, interrogé par BFM. « Macron porte maintenant une responsabilité historique : le fait qu'il ait choisi d'être candidat hors des primaires, nous assure de manière à peu près certaine qu'il n'y aura pas de candidat de gauche au second tour des élections présidentielles », a ajouté le candidat de l'aile gauche du PS. S'attachant au fond du discours du candidat d'En Marche !, Hamon a estimé qu'il ne faisait que « recycler des choses que l'on a déjà entendues ». « Il lui manque une certaine idée de l'égalité et une certaine idée de la justice car je pense que dans sa propre vie il n'a jamais eu à souffrir du manque d'égalité et de justice », a-t-il ajouté.



Benoît Hamon lundi 14 novembre, à son QG de campagne © C. G.

Mais un de ses proches confiait récemment, sous couvert d'anonymat, que le PS risque de disparaître de la photo, coincée entre deux électrons libres qui ont refusé la primaire : Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon. « Macron polarise de la même façon que Mélenchon, glissait Hamon il y a un mois déjà. Mélenchon nous bloque peut-être l'accès à tous les électeurs qui veulent autre chose et qui ne vont pas participer à la primaire. Macron fait la même chose avec les électeurs modérés. Aujourd'hui, la caractéristique, c'est que personne ne rassemble. Chacun rassemble sur ses points forts, c'est tout. » Un diagnostic qui, s'il se confirme, assure la gauche de son élimination au premier tour en 2017.

Ce diagnostic était partagé mercredi à l'Assemblée. Salle des Quatre colonnes, en début d'après-midi, il y avait la foule des grands jours chez les journalistes, mais peu de députés à se mettre sous la dent. Richard Ferrand, député PS du Finistère, fanfaronne. Soutien de longue date d'Emmanuel Macron, secrétaire général du mouvement En Marche !, il profite des caméras pour lancer un appel aux dons. Puis achève ses propos par un sentencieux « on peut mettre des bâtons dans les roues, mais jamais dans la roue de l'histoire ».

Le patron du groupe, Bruno Le Roux, passe en coup de vent salle des Quatre colonnes, sans s'arrêter pour parler aux journalistes qui l'appellent. Pour les quelques députés qui s'arrêtent en ayant quelque chose à dire, les mots sont à peu près les mêmes : en substance, en ne passant pas par la case primaire, Emmanuel Macron rend impossible une qualification de la gauche au second tour de la présidentielle.

Le député de Paris Pascal Cherki compare le candidat à « Bernard Tapie ». « Quand on a été secrétaire général adjoint de l'Élysée, son objectif devrait être de faire gagner le camp progressiste. Mais sa démarche va aboutir à exactement le contraire de ce qu'il veut, cela va détruire le camp progressiste », détaille ce membre de l'aile gauche du PS. « Il y a un angle mort dans sa stratégie, expose-t-il, comment compte-t-il convaincre les électeurs de gauche de voter pour lui alors qu'il ne veut pas aller à la primaire ? »

Karine Berger, députée des Hautes-Alpes et première signataire de la motion La Fabrique au dernier congrès, se dit « pas séduite par sa démarche » car « il n'est pas de gauche ». Elle juge la démarche de Macron « caricaturale » mais reste « persuadée que la gauche doit se rassembler

au maximum ».

Le même désarroi était palpable au PS. Mercredi matin, Christophe Borgel, secrétaire national aux élections au PS, présentait l'opération #prendsgarde censée mobiliser la gauche ces deux prochaines semaines contre la primaire de la droite et le danger représenté par les programmes des Républicains. « Je n'étais pas dans le camp des anti-macronistes ou anti-macroniens », précise tout d'abord Borgel, ajoutant qu'il « ne doute pas que Macron puisse apporter quelque chose en politique ». « Le problème que nous avons, c'est comment nous organisons le rassemblement. Si la compétition c'est pour être le premier des éliminés, ce n'est pas notre combat », ajoute-t-il. « Nous plaiderons inlassablement pour le rassemblement », conclut-il.

Dès mardi soir, le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, avait fait peu ou prou la même analyse. Cette candidature, « c'est très embêtant. Parce que la gauche est dans un rapport aujourd'hui de 60-40 si vous mettez l'extrême droite et la droite vis-à-vis de la gauche. Si on morcelle, si un jour il y a un candidat qui est Macron, un candidat désigné par la primaire [du PS], un candidat qui est Mélenchon, un candidat du parti communiste, un candidat des écologistes, je vous donne le résultat : aucun de ceux que je viens de nommer ne sera au deuxième tour de la présidentielle », a indiqué Cambadélis sur France 2. « On peut s'en laver les mains, moi je pense que c'est très dangereux, a également dit le patron du PS, parce que la droite dérive à droite, parce que l'extrême droite peut toujours y arriver. Maintenant on a l'exemple de Donald Trump. »

Cambadélis a également rappelé que les membres du PS qui seraient tentés de soutenir Macron pourraient être exclus du parti. Cette menace concerne en particulier les députés candidats lors des prochaines législatives. À en juger le sourire de Richard Ferrand mercredi à l'Assemblée, la menace n'est pour l'instant pas prise au sérieux.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Emmanuel Macron en marche... ses bus déjà en faillite

L'Humanité



Photomontage l'Humanité / L. Cerino/REA / P. Kovarik/AFP

Vendue par l'ancien locataire de Bercy, désormais candidat à la présidentielle, comme la solution miracle à la mobilité et à la création d'emplois, la libéralisation des lignes de bus longue distance est un fiasco. Un marché où se livre une féroce guerre des prix au détriment des salariés et des usagers.

Débutant dans l'exercice de candidat à une élection, Emmanuel Macron a mal choisi son moment pour se lancer dans la course à la présidentielle. Tandis qu'il se déclarait officiellement hier, la loi qui porte son nom s'apprêtait à accoucher d'un scandale social. Un groupe britannique, pesant 4 milliards de chiffre d'affaires et opérant en France pour le compte d'une start-up allemande via sa filiale Megabus dans le transport par car « libéralisé » par la loi Macron, va licencier ses 175 employés, non sans avoir « bénéficié des aides de l'État et évité de payer des impôts en France », accusent les salariés.

Derrière les phrases attrape-tout du candidat sur « la réconciliation de la liberté et du progrès », se dévoile le vrai visage de la « libéralisation » sauvage qu'Emmanuel Macron veut généraliser, après l'avoir expérimentée sur les autocars. Ce coup d'essai du « modèle » Macron, sur lequel le candidat s'est soudain fait pudiquement discret ces dernières semaines, a accouché d'un véritable fiasco : 1 400 embauches sur les 22 000 qu'il avait promises – un chiffre que l'ex-ministre a récemment qualifié de « fou » à la télévision – soit à peine 6 % de l'objectif. Et pour quel résultat ? Des lignes fermées moins d'un an après leur ouverture, une ultraconcentration du secteur à

à rebours du discours sur les soi-disant vertus de la « libre concurrence », et la guerre menée au service public ferroviaire.



A peine candidat, déjà sous le feu des critiques

La candidature de l'ancien ministre de l'économie a suscité de nombreuses réactions. « Macron, une candidature de plus pour le libéralisme. À quand une candidature unie de l'alternative à l'austérité ? Le temps presse. » a réagi Pierre Laurent, secrétaire national du PCF. Au gouvernement, le premier ministre, Manuel Valls, ne s'est pas fait attendre pour réagir, affirmant qu'il faut « une expérience qui a été éprouvée par le temps » pour gouverner et « refuser les aventures individuelles », sans nommer directement son ancien ministre. Arnaud Montebourg dénigre quant à lui « le candidat des médias », qui doit encore « démontrer qu'il a des propositions pour transformer le pays ». Du côté des candidats à la primaire de la droite, les mots ne sont pas tendres non plus. Alain Juppé invite à « ne pas être naïf » face à un candidat qui se présente en « chevalier blanc », alors qu'il « a totalement cautionné la politique économique menée depuis 2012 », quand François Fillon a la « conviction » que « les Français ne confieront pas leur destin à quelqu'un qui n'a aucune expérience et surtout qui n'a rien démontré ».

l'Humanité.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Autour de Valls, on regarde de haut le lancement de Macron

Bruno Rieth

Alors qu'Emmanuel Macron trace son chemin vers la présidentielle, Manuel Valls reste "serein", selon son entourage. Le Premier ministre est persuadé que l'annonce de sa candidature ce mercredi 16 novembre est d'ailleurs uniquement due à ses bons scores dans les sondages.



- Sipa

L'officialisation de la candidature d'Emmanuel Macron ? **"Un non-événement", répond du tac au tac un proche de Manuel Valls.** Alors que l'ancien ministre de l'Économie vient d'annoncer, ce mercredi 16 novembre, sa décision de concourir à l'élection présidentielle de 2017, les vallsistes affichent une certaine sérénité. Voire un léger mépris...

On pourrait pourtant penser que cette candidature vient, naturellement, compliquer les ambitions de Manuel Valls. Le Premier ministre et son ancien collègue partageant en effet un même couloir, si ce n'est politique, en tout cas médiatique : celui de la candidature recours au naufrage de François Hollande.

"C'est surtout une pierre dans le jardin de Hollande. Cela l'affaiblit encore plus. C'est l'inverse pour Valls. D'ailleurs, si Macron refuse d'aller dans une primaire, c'est qu'il a peur d'être vaincu", souligne un député proche du chef du gouvernement. Rappelant candidement les derniers sondages, qui donnent Manuel Valls largement vainqueur face à Macron dans le cadre d'une primaire à gauche.

Francis Chouat, maire d'Evry et "ami" de Manuel Valls, s'interroge lui sur le sens de cette annonce, avec le franc-parler qui le caractérise : "Pourquoi cette annonce intervient-elle maintenant ? Si c'est pour peser sur la primaire de la droite, il n'avait qu'à y aller !" Et si lui redoute le départ en solitaire de Macron, c'est à cause du risque "d'accentuer l'éparpillement de la gauche : entre Mélenchon, Montebourg et Macron, ça commence à faire beaucoup." Et de pointer, histoire de bien montrer que le Premier ministre et Macron ne boxent pas dans la même catégorie, une différence fondamentale entre les deux hommes : **"Macron a décidé d'ajouter la déloyauté envers le président à l'agitation ambiante..."**

D'ailleurs, mardi soir, lorsque l'annonce de la candidature de son ancien ministre a été confirmée, "Manuel Valls était serein", assure un visiteur du soir. **"Il estime que Macron s'est senti obligé de sortir du bois car il était depuis des semaines en dehors des radars médiatiques.** Depuis que Valls a repris sa liberté de parole, il grimpe dans les sondages. Il est sûr que Macron a eu peur", martèle-t-il.

Francis Chouat tient peu ou prou le même raisonnement : "Les propos de Valls ont marqué les esprits et pour l'instant, il réussit ce que personne n'a fait avant lui : montrer son respect des institutions, sa loyauté envers le couple exécutif et dire ce qu'il pense. **Il y a peut-être eu une volonté de Macron de casser une dynamique qui s'était construite autour de Valls**". Et le vieux briscard de prévenir : "Il ne faudrait pas s'imaginer que cette initiative pourrait mettre Valls dans l'embarras. Il est déterminé à continuer le chemin qu'il a tracé". Méthode Coué ou pré-annonce ?



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Parlementaires, ministres et président : leurs indemnités enfin soumises à l'impôt

Les Echos



Les élus LR se sont opposés, en vain, à cet "amendement démagogique", qui "n'arrêtera pas le populisme", selon les mots de Nicolas Dhuicq. - assemblée nationale

L'Assemblée vient de voter deux amendements, proposant de soumettre l'indemnité de fonction des élus et du gouvernement à l'impôt.

L'amendement est une initiative de la députée socialiste Christine Pirès-Beaune. Déjà approuvé en commission, il prévoit de "mettre fin au régime dérogatoire des parlementaires" et fiscaliser leur indemnité de fonction.

L'hémicycle vient de donner son accord en votant l'amendement. La rémunération des députés pourra enfin être complètement soumise à l'impôt.

Car deux types d'indemnités étaient déjà imposables en totalité pour les parlementaires : l'indemnité de base brute - soit 5.547 euros mensuels - et l'indemnité de résidence - 166 euros. Désormais l'indemnité de fonction -1.428 euros - le sera aussi.

Les élus LR se sont opposés, en vain, à cet "amendement démagogique", qui "n'arrêtera pas le populisme", selon les mots de Nicolas Dhuicq.

Même traitement pour le gouvernement

Le socialiste René Dosière, spécialiste des dépenses de l'Etat, a proposé pour sa part de fiscaliser l'indemnité de fonction des membres du gouvernement. "Dans un souci non pas démagogique mais de justice fiscale", a-t-il justifié. Son amendement, qui a été voté, concerne aussi le chef de l'Etat.

Leur indemnité de fonction, de 2.980 euros pour le président et le Premier ministre, et de 1.990 euros pour les ministres d'après le député Dosière, complète leur traitement brut mensuel et une indemnité de résidence, déjà imposables à l'impôt sur le revenu.

Le secrétaire d'Etat au Budget Christian Eckert s'est dit favorable à ces amendements, jugeant qu'"il faut éviter les revenus non imposables, surtout des revenus réguliers, forfaitisés", et de façon générale les "trous dans l'assiette fiscale ».

Le problème de l'IRFM

Par ailleurs, le député centriste Charles de Courson a posé "pour la énième fois le problème du statut de l'IRFM". L'indemnité représentative de frais de mandat - 5.805 euros brut mensuels - est destinée à couvrir des dépenses de fonctionnement liées à l'exercice du mandat parlementaire.

"Pour beaucoup de nos collègues elle ne permet même pas de couvrir leurs frais professionnels, notamment les députés de province (...) Pour d'autres, l'IRFM est un revenu complémentaire, certains collègues m'ont même avoué qu'ils se (la) mettaient entièrement dans la poche", a-t-il affirmé, soulignant qu'"à la différence des grands parlements, il n'y a aucun contrôle sur l'utilisation de l'IRFM" en France.

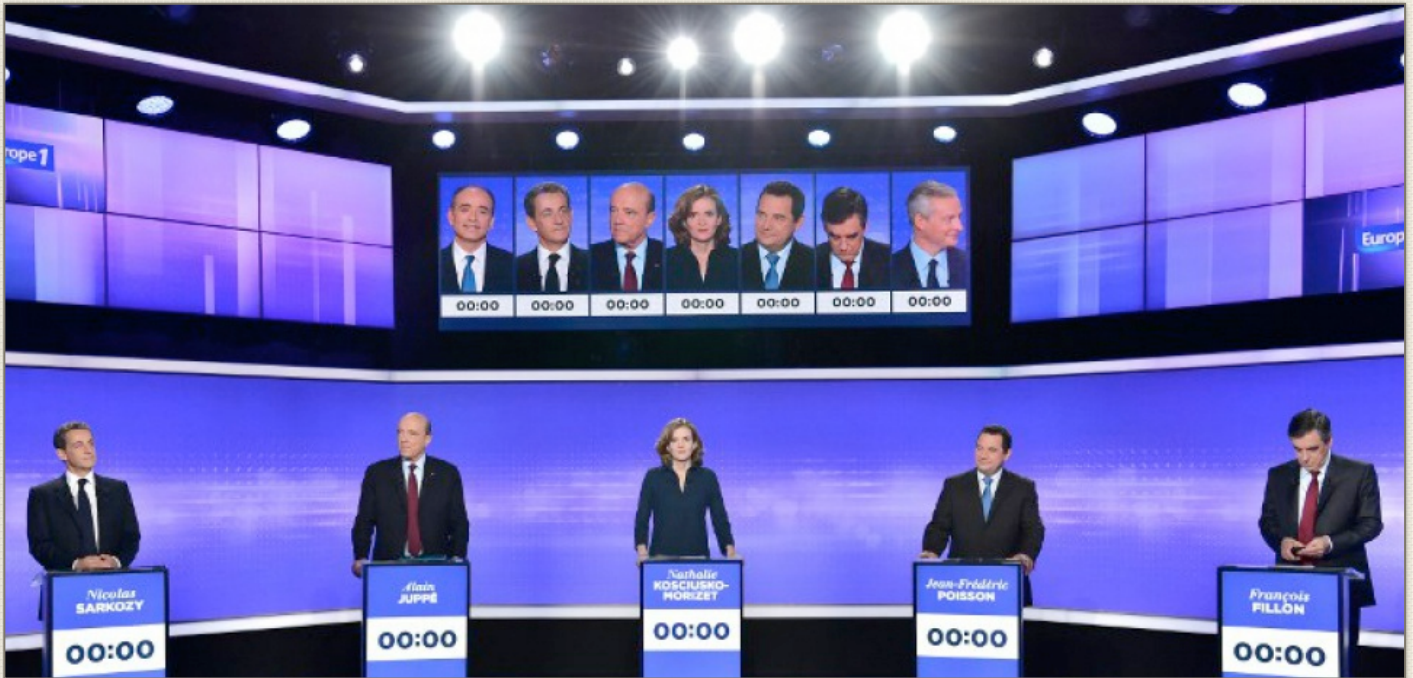
L'IRFM défraie régulièrement la chronique. En 2015, l'Assemblée puis le Sénat ont édicté de nouvelles règles d'utilisation, interdisant notamment l'acquisition d'un bien immobilier.

Source AFP

LesEchos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Primaire : Takieddine, Trump, collègue unique... Ce qu'il faut retenir du 3e débat



Les sept candidats à la primaire de la droite ont débattu ce jeudi soir (CHRISTOPHE ARCHAMBAULT)

Remy Dodet

Troisième et dernier round. A trois jours du premier tour de la primaire, les sept candidats se sont affrontés jeudi soir au cours d'un débat terne, parfois brouillon et souvent technique.

Comme lors du premier débat, les affaires auront fourni le temps fort de cet échange diffusé sur France 2 et Europe 1. Ulcéré, Nicolas Sarkozy s'en est pris au journaliste David Pujadas qui a osé l'interroger sur les accusations de l'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine sur un possible financement libyen de la campagne présidentielle de 2007.

"Quelle indignité ! Nous sommes sur le service public. Vous n'avez pas honte de donner écho à un homme qui a fait de la prison, qui a été condamné à d'innombrables reprises pour diffamation et qui est un menteur ? Ce n'est pas l'idée que je me faisais du service public. C'est une honte", a répliqué l'ancien président. Assurément le moment le plus marquant de la soirée.

L'effet Trump ?

Les candidats à la primaire de la droite ont d'abord été interrogés sur l'élection de Donald Trump et ses conséquences pour la France. Premier à s'exprimer, François Fillon a estimé que "ce n'est pas Trump qui a semé le chaos au

Proche-Orient en envahissant l'Irak" ou qui a "voulu installer un bouclier anti-missiles à la frontière avec la Russie", plaidant une nouvelle fois pour une "relation transatlantique qui soit beaucoup plus équilibrée". Comprendre : davantage pro-russe.

Alain Juppé a feint de s'interroger : "Fera-t-il après l'élection ce qu'il avait annoncé ? Il commence à mettre de l'eau dans son vin après ses déclarations tonitruantes". Nicolas Sarkozy a lui pronostiqué une recrudescence d'"agressivité" dans la manière dont les Américains vont défendre leurs "intérêts", prôné un "Buy European act" et prédit une "rétractation" de la domination américaine, qui peut dès lors "marquer le retour de la France et de l'Europe sur la scène internationale."

Nathalie Kosciusko-Morizet, quant à elle, n'a "pas changé d'avis" :

"Ce qui était détestable dans les propos de Donald Trump l'est toujours : le sexisme, le racisme, l'homophobie ne sont pas plus acceptables depuis qu'il a été élu président américain. »

Macron, le renouveau ?

Le tout nouveau candidat à l'élection présidentielle aura encore une fois rassemblé la droite contre lui. "C'est un problème pour la gauche. Il est le 'coauteur' de la politique menée

par François Hollande", a balayé Juppé, à qui l'ex-ministre est le plus susceptible de piquer des électeurs. Nicolas Sarkozy a approuvé ce message, en raillant un candidat "d'accord avec Hollande depuis cinq ans et en "désaccord depuis cinq heures".

Nathalie Kosciusko-Morizet, avec qui les convergences sont nombreuses, a bien souligné ce qui la différenciait du jeune candidat libéral : "Les résultats". Avant d'embrayer : "On a fait vingt minutes dans le dernier débat sur François Bayrou. Peut-être qu'on peut éviter de faire 20 minutes de débats sur Macron et passer à autre chose."

Seul Bruno Le Maire s'est démarqué sur le sujet, voyant dans la candidature de Macron un symbole de renouveau. Ce renouveau qu'il adorerait incarner à droite. "Pourquoi ça ne fonctionne pas alors avec vous ?", demande le journaliste Jean-Pierre Elkabbach. "Vous connaissez déjà le résultat de dimanche ? Vous savez ce que vont voter les Français ?", a rétorqué Le Maire. "On en reparlera lundi matin", l'a alors interrompu Jean-Pierre Elkabbach. Réplique de Le Maire :

"Je suis candidat à la primaire, ça mérite tout simplement le respect de votre part. Je n'ai pas à recevoir de leçons de votre part sur ma candidature."

Le nucléaire au secours du climat

Que faire si les Etats-Unis dénoncent l'accord sur le climat conclu après la COP 21. Fait notable, Copé est d'accord avec Sarkozy qui propose dans ce cas d'instaurer une taxe carbone de 1 à 3% à l'échelle européenne.

"Il ne faut pas professer des opinions climato-sceptiques", prévient NKM, visant encore Nicolas Sarkozy et ses doutes quant à l'influence de l'homme sur les réchauffement climatique.

A l'image de François Fillon, les candidats ont tous assuré qu'il ne faudrait pas compter sur eux pour fermer les centrales nucléaires.
Passe d'armes sur le collège unique

Sur les questions d'éducation, ce fut le seul élément clivant entre les prétendants à l'Élysée. Fort de son expérience de... maire de Meaux, qu'il ne cesse de mettre en avant, Jean-François Copé a dénoncé la "fiction égalitariste" du collège unique. Bruno le Maire aussi en plaidant pour un "collège diversifié" et pour que les élèves puissent dès la classe de sixième être initiés au métier de "mécanicien".

"Ce n'est pas vrai", l'a sèchement recadré NKM, sur le mode : "Tu ne le ferais pas avec tes enfants." Avant qu'Alain Juppé siffle la fin de la récréation en refusant de voir éclore en France "deux collèges, un bon pour les bons et un pour les moins bons".

Le quart d'heure des attaques

Le débat ne se sera finalement animé que dans le dernier quart d'heure. Alain Juppé s'en est directement pris à François Fillon, le candidat en hausse dans les sondages ces dernières semaines, en critiquant sa proposition, "pas crédible", de supprimer 500.000 fonctionnaires. "Le potentiel de départ à la retraite, c'est 570.000 fonctionnaires. Donc pendant cinq ans, on n'embauche aucune infirmière, aucun policier", a-t-il répété.

Nicolas Sarkozy a, lui, encore une fois visé Alain Juppé, son "identité heureuse" et son incapacité à percevoir "l'incandescence de la colère des Français" - expression utilisée deux fois - contre l'immigration. "Les Français m'ont parfaitement compris", a répondu Juppé :

"La France ne nage pas dans le bonheur. Chaque chef d'Etat doit fixer un cap : la joie de vivre ensemble."

Une passe d'armes entendue en boucle depuis des semaines. Et symptomatique d'un débat sans surprises et sans prise de risque, à trois jours du premier tour de la primaire.

Remy Dodet-Journaliste

tempsreel.nouvelobs.com



LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com